

MEMORIAL

DU

Grand-Duché de Luxembourg.



Memorial

DES

Großherzogthums Luxemburg.

Samedi, 24 février 1900.

N^o 10.

Samstag, 24. Februar 1900.

Loi du 14 février 1900, concernant la création d'un établissement pour l'instruction et l'éducation des aveugles.

Nous ADOLPHE, par la grâce de Dieu, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau, etc., etc., etc. ;

Notre Conseil d'État entendu ;

De l'assentiment de la Chambre des députés ;

Vu la décision de la Chambre des députés du 6 février courant et celle du Conseil d'État du 12 du même mois, portant qu'il n'y a pas lieu à second vote ;

Avons ordonné et ordonnons :

Art. 1^{er}. Le Gouvernement est autorisé à fonder un établissement pour l'instruction et l'éducation des aveugles.

Art. 2. Un règlement d'administration publique déterminera l'organisation de cet établissement et fixera les frais d'enseignement et d'entretien des élèves.

En cas d'indigence des élèves, ces frais seront supportés par la commune qui a la charge d'entretien ; ils seront répartis entre les diverses sections composant cette commune, au marc le franc de leurs contributions foncière et mobilière réunies.

Il sera fait remise par l'État aux diverses sections du chef de ces frais, conformément aux dispositions de l'art. 27 de la loi du 28 mai 1897, sur le domicile de secours.

Art. 3. Il est alloué à la Direction générale de l'intérieur :

Gesetz vom 14. Februar 1900, betreffend die Errichtung einer Unterrichts- und Erziehungsanstalt für Blinde.

Nous **Adolphe**, von Gottes Gnaden, Großherzog von Luxemburg, Herzog von Nassau, etc., etc., etc. ;

Nach Anhörung Unseres Staatsrathes ;

Mit Zustimmung der Kammer der Abgeordneten ;

Nach Einsicht der Entscheidung der Abgeordnetenkammer vom 6. Februar c. l. und derjenigen des Staatsrathes vom 12. dess. Mts., gemäß welchen eine zweite Abstimmung nicht erfolgen soll ;

Haben verordnet und verordnen :

Art. 1. Die Regierung ist ermächtigt, eine Unterrichts- und Erziehungsanstalt für Blinde zu gründen.

Art. 2. Ein Reglement öffentlicher Verwaltung wird die Einrichtung dieser Anstalt ordnen, sowie die Unterrichts- und Unterhaltskosten der Schüler feststellen.

Für dürftige Kinder sind besagte Kosten durch die Gemeinde zu tragen, welcher der Unterhalt dieser Armen obliegt, und zwar werden dieselben unter die verschiedenen Sectionen der Gemeinde, nach Maßgabe der Totalsumme ihrer Grund- und Mobiliensteuer vertheilt.

Unter Anwendung des Art. 27 des Gesetzes vom 28. Mai 1897 über den Hilfswohnort, wird seitens des Staates den verschiedenen Sectionen Nachlaß jener Kosten gewährt.

Art. 3. Der General-Direction des Innern sind bewilligt :

1° un crédit de 2400 fr. pour l'ameublement de la salle de classe et le matériel d'enseignement;
2° un crédit de 1200 fr. pour indemnités à accorder au personnel enseignant;
3° un crédit de 7500 fr. pour couvrir les frais d'entretien des élèves.

Ces crédits seront rattachés au budget des dépenses de 1900 sous les n° 196², 196³ et resp. 196⁴.

Mandons et ordonnons que la présente loi soit insérée au *Mémorial*, pour être exécutée et observée par tous ceux que la chose concerne.

Luxembourg, le 14 février 1900.

ADOLPHE.

Le Directeur général
de l'intérieur,
H. KIRPACH.

Loi du 14 février 1900, concernant les syndicats de communes.

Nous ADOLPHE, par la grâce de Dieu, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau, etc., etc., etc.;

Notre Conseil d'Etat entendu;

De l'assentiment de la Chambre des députés;

Vu la décision de la Chambre des députés du 6 février courant et celle du Conseil d'Etat du 12 du même mois, portant qu'il n'y a pas lieu à second vote;

Avons ordonné et ordonnons :

Art. 1^{er}. Lorsque les conseils communaux de deux ou de plusieurs communes ont fait connaître, par des délibérations concordantes, leur volonté d'associer les communes qu'ils représentent, en vue d'une œuvre d'utilité intercommunale, et qu'ils ont décidé de consacrer à cette œuvre des ressources suffisantes, les délibérations prises sont transmises par le commissaire de district au directeur général de l'intérieur, et, s'il y a lieu, un arrêté grand-ducal, rendu sur l'avis du Conseil d'Etat, autorise la création de l'association, qui prend le nom de **syndicat de communes**.

1° ein Credit von Fr. 2400 für Möbllirung des Schulsaales und Unterrichts-Material;

2° ein Credit von Fr. 1200 für Vergütungen an das Lehrpersonal;

3° ein Credit von Fr. 7500 zur Deckung der Unterhaltskosten der Schüler.

Diese Credite sind dem Ausgabenbudget für 1900 unter Nr. 196², 196³ bezw. 196⁴ beige-schrieben.

Befehlen und verordnen, daß dieses Gesetz in's „Memorial“ eingerückt werde, um von Allen, die es betrifft, ausgeführt und befolgt zu werden.

Luxemburg, den 14. Februar 1900.

Adolph.

Der General-Director
des Innern,
H. Kirpach.

Gesetz vom 14. Februar 1900, über die Gemeindefyndikate.

Wir **Adolph**, von Gottes Gnaden, Großherzog von Luxemburg, Herzog von Nassau, etc., etc., etc.;

Nach Anhörung Unseres Staatsrathes;

Mit Zustimmung der Kammer der Abgeordneten;

Nach Einsicht der Entscheidung der Abgeordneten-Kammer vom 6. Februar c. und derjenigen des Staatsrathes vom 12. dess. Mts., gemäß welchen eine zweite Abstimmung nicht erfolgen soll;

Haben verordnet und ordnen:

Art. 1. Wenn zwei oder mehrere Gemeinderäthe durch übereinstimmende Berathungen sich bereit erklären, die von ihnen vertretenen Gemeinden behufs Schaffung eines Werkes von intercommunalem Nutzen zu vereinigen, und die zur Ausführung dieses Werkes benötigten Mittel aufzubringen, so werden die diesbezüglichen Berathungen durch den Distriktcommissar dem General-Director des Innern übermittelt, und wird gegebenenfalls ein auf das Gutachten des Staatsrathes erlassener Großh. Beschluß die Bildung des Verbandes, welcher den Namen Gemeindefyndikat annimmt, ermächtigen.

D'autres communes que celles primitivement associées peuvent être admises, avec le consentement de celles-ci, à faire partie de l'association. Les délibérations prises à cet effet par les conseils communaux de ces communes et des communes déjà syndiquées sont soumises à l'approbation du Grand-Duc.

Art. 2. Les syndicats de communes sont des établissements publics investis de la personnalité civile.

Les lois et règlements concernant la tutelle des communes leur sont applicables.

Dans le cas où les communes syndiquées sont situées dans des districts différents, le syndicat ressortit au commissariat du district auquel appartient la commune siège de l'association.

Art. 3. Le syndicat est administré par un comité. A moins de dispositions contraires confirmées par l'arrêté d'institution, ce comité est constitué d'après les règles suivantes :

Les membres sont élus au scrutin secret par les conseils communaux des communes intéressées dans les formes établies par les art. 41, 42 et 43 de la loi communale du 24 février 1843.

Chaque commune est représentée dans le comité par deux délégués.

Le choix du conseil communal peut porter sur tout citoyen réunissant les conditions requises pour faire partie d'un conseil communal.

Le comité sera renouvelé tous les trois ans, après chaque renouvellement partiel des conseils communaux et dans la quinzaine qui suivra l'installation des conseillers nouvellement élus. En cas de renouvellement intégral du conseil de l'une des communes syndiquées par suite de dissolution ou de démission de tous les membres en exercice, le nouveau conseil procédera, dans la quinzaine de son installation, à la désignation de ses délégués au comité du syndicat.

Mit Zustimmung dieser Gemeinden können noch andere als die zuerst vereinigte Gemeinden sich dem Verbands angeschlossen. Die zu diesem Zwecke genommenen Beratungen dieser sowie der bereits syndizierten Gemeinden unterliegen der Genehmigung des Großherzogs.

Art. 2. Die Gemeindefyndikate sind öffentliche Anstalten, welche die Eigenschaft einer Civilperson besitzen.

Die Gesetze und Reglemente über die Bevormundung der Gemeinden sind auf die Gemeindefyndikate anwendbar.

Sind die syndizierten Gemeinden in verschiedenen Districten gelegen, so untersteht das Syndikat demjenigen Districtscommissariate, in welchem sich die Gemeinde befindet, welche der Sitz des Verbandes ist.

Art. 3. Das Syndikat wird durch einen Ausschuss verwaltet. Vorbehaltlich gegentheiliger, durch den Errichtungsbefehl bestätigter Bestimmungen, wird dieser Ausschuss gemäß nachstehenden Regeln zusammengesetzt :

Die Mitglieder werden von den Gemeinderäthen der theilgenommenen Gemeinden in geheimer Abstimmung gewählt, und zwar in den durch Art. 41, 42 und 43 des Gemeindegesetzes vom 24. Februar 1843 festgestellten Formen.

Jede Gemeinde ist in dem Ausschuss durch zwei Delegirte vertreten.

Wählbar ist jeder Bürger, welcher die Bedingungen erfüllt, die erfordert sind, um Mitglied eines Gemeinderathes zu werden.

Der Ausschuss wird alle drei Jahre erneuert, jedesmal nach der theilweisen Erneuerung der Gemeinderäthe und innerhalb vierzehn Tage nach der Installation der neugewählten Gemeinderathsmitglieder. Im Falle einer vollständigen Erneuerung des Gemeinderathes einer der syndizierten Gemeinden, infolge Auflösung oder Entlassung der amtierenden Mitglieder, schreitet der neue Gemeinderath innerhalb vierzehn Tage nach seiner Installation zur Bezeichnung seiner Delegirten beim Syndikatsausschuss.

Les délégués sortants sont rééligibles.

En cas de vacance parmi les délégués, par suite de décès, démission ou toute autre cause, le conseil communal pourvoit au remplacement dans le délai d'un mois.

Tout délégué élu en remplacement achève le terme de celui qu'il remplace.

Si un conseil, après une mise en demeure du commissaire de district, néglige ou refuse de nommer les délégués, le bourgmestre et l'échevin premier en rang représentent la commune dans le comité du syndicat; en cas d'empêchement du bourgmestre et de l'échevin, ou de l'un deux, ils sont remplacés conformément à l'art. 18 de la loi communale.

Art. 4. La commune siège du syndicat est fixée par l'arrêté d'institution, sur la proposition des communes syndiquées.

Les règles de la comptabilité des communes s'appliquent à la comptabilité des syndicats. Le président du comité administrateur est chargé de l'ordonnancement des dépenses et de la surveillance de la comptabilité.

A moins de dispositions contraires confirmées par l'arrêté d'institution, les fonctions de receveur du syndicat sont exercées par le receveur communal de la commune siège du syndicat.

Art. 5. Le comité se réunit, sur la convocation de son président, aussi souvent que l'exigent les affaires comprises dans les attributions du syndicat.

Le président est obligé de convoquer le comité, soit sur l'invitation du commissaire de district, soit sur la demande de la moitié au moins des membres du comité.

Le comité élit annuellement, parmi ses membres, les membres de son bureau.

Pour l'exécution de ses décisions et pour ester en justice, le comité est représenté par

Die ausscheidenden Delegirten sind wieder wählbar.

Wird die Stelle eines Delegirten in Folge Ablebens, Entlassung oder einer anderen Ursache vakant, so schreitet der Gemeinderath in Monatsfrist zur Wiederbesetzung derselben.

Der Delegirte, welcher in Ersetzung gewählt worden, vollendet den Termin desjenigen, der ersetzt wird.

Unterläßt oder verweigert ein Gemeinderath, nach Inverzugsetzung durch den Districtscommissar, die Ernennung der Delegirten, so vertreten der Bürgermeister und der rangälteste Schöffe die Gemeinde beim Syndikatsausschuß; im Verhinderungsfalle des Bürgermeisters und des Schöffen, oder eines dieser beiden, findet die Ersetzung in Gemäßheit des Art. 18 des Gemeindegesetzes statt.

Art. 4. Die Gemeinde, welche der Sitz des Syndikates ist, wird auf den Vorschlag der syndikirten Gemeinden durch den Errichtungsbeschluß bestimmt.

Die Rechnungsführung der Syndikate unterliegt denselben Regeln wie diejenige der Gemeinden. Der Präsident des Verwaltungsausschusses ist mit der Anweisung der Ausgaben und der Aufsicht des Rechnungswesens beauftragt.

Vorbehaltlich gegentheiliger, durch den Errichtungsbeschluß bestätigter Bestimmungen, wird das Amt des Syndikatseinnehmers durch den Einnehmer derjenigen Gemeinde versehen, welche der Sitz des Syndikates ist.

Art. 5. Der Ausschuß tritt auf die Einberufung seines Präsidenten so oft zusammen, als es die zu den Befugnissen des Syndikats gehörigen Angelegenheiten erfordern.

Sowohl auf das Ersuchen des Districtscommissars als auf den Antrag von wenigstens der Hälfte der Ausschußmitglieder ist der Präsident verpflichtet, den Ausschuß einzuberufen.

Der Ausschuß wählt jedes Jahr seinen Vorstand unter seinen Mitgliedern.

Vorbehaltlich der im Art. 7 des gegenwärtigen Gesetzes vorgesehenen fakultativen Abordnungen

son président, sous réserve des délégations facultatives autorisées par l'art. 7 de la présente loi.

Le commissaire de district aux attributions duquel ressortit le syndicat a entrée dans le comité et est toujours entendu quand il le demande.

Art. 6. Les conditions de validité des délibérations du comité, de l'ordre et de la tenue des séances, sauf en ce qui concerne la publicité, les conditions d'annulation de ses délibérations et de recours sont celles que fixe la législation en vigueur pour les conseils communaux.

Art. 7. Le comité du syndicat peut choisir, soit parmi ses membres, soit en dehors, un ou plusieurs gérants. Il détermine l'étendue du mandat qu'il leur confère.

Les décisions prises en vertu du précédent paragraphe ne sont exécutoires qu'après approbation du commissaire de district.

La durée des pouvoirs des gérants ne peut dépasser celle des pouvoirs du comité. Les gérants peuvent être révoqués dans les formes où ils ont été nommés.

Art. 8. L'administration des établissements faisant l'objet des syndicats est soumise aux règles du droit commun. Leur sont notamment applicables les lois qui fixent pour les établissements analogues la constitution des commissions administratives ou de surveillance, la composition ou la nomination du personnel, la formation et l'approbation des budgets, l'approbation des comptes, les règles d'administration intérieure et de comptabilité. Le comité exerce à l'égard de ces établissements les droits qui appartiennent aux conseils communaux à l'égard des établissements communaux de même nature.

Toutefois, si le syndicat a pour objet de secourir des malades, des vieillards, des enfants ou des incurables, le comité pourra décider qu'une même commission administrera les se-

miad der Ausschuss bei Ausführung seiner Entscheidungen und vor Gericht durch seinen Präsidenten vertreten.

Der Distriktskommissar, welchem das Syndikat untersteht, hat Zutritt in den Ausschuss und wird immer angehört, wenn er es verlangt.

Art. 6. Die gesetzlichen Bedingungen für die Gültigkeit der Beratungen des Ausschusses, die Abhaltung seiner Sitzungen, abgesehen von der Öffentlichkeit, sowie für die Richtigkeitsklärung seiner Beratungen und die Berufungen gegen dieselben, sind die nämlichen wie für die Gemeinderäte.

Art. 7. Der Syndikatsausschuss kann einen oder mehrere Geschäftsführer unter seinen Mitgliedern oder außerhalb des Syndikates wählen, und bestimmt den Wirkungsbereich derselben.

Die kraft des vorstehenden Absatzes getroffenen Entscheidungen werden erst nach der Genehmigung des Distriktskommissars vollziehbar.

Die Dauer der Vollmachten der Geschäftsführer kann die Dauer der Vollmachten des Ausschusses nicht übersteigen. Die Geschäftsführer können in derselben Weise entlassen werden, wie sie ernannt wurden.

Art. 8. Die Verwaltung der Syndikatsanstalten ist den Regeln des gemeinen Rechtes unterworfen. Besonders anwendbar auf dieselben sind diejenigen Gesetze, welche bezüglich ähnlicher Anstalten die Einsetzung von Verwaltungs- und Aufsichtskommissionen, die Zusammensetzung und Ernennung des Personals, die Aufstellung und Genehmigung der Budgets, die Genehmigung der Rechnungen, sowie die Regeln der innern Dienstordnung und des Rechnungswesens feststellen. Der Ausschuss übt hinsichtlich dieser Anstalten dieselben Rechte aus, welche den Gemeinderäten den gleichartigen Gemeindeanstalten gegenüber zustehen.

Hat jedoch das Syndikat zum Zwecke, Kranke, Greise, Kinder und unheilbare Personen zu unterstützen, so kann der Ausschuss entscheiden, daß eine und dieselbe Kommission die Unterstützungen

cours, d'une part, à domicile et, d'autre part, à l'hôpital ou à l'hospice.

Art. 9. Le budget du syndicat pourvoit aux dépenses de création et d'entretien des établissements ou services pour lesquels le syndicat est constitué.

Les recettes de ce budget comprennent :

1° la contribution des communes associées. Cette contribution est obligatoire pour les dites communes pendant la durée de l'association et dans la limite des nécessités du service commun, telle que les délibérations initiales des conseils communaux l'ont déterminée ;

2° le revenu des biens meubles et immeubles de l'association ;

3° les sommes qu'elle reçoit des administrations publiques, des associations, des particuliers, en échange d'un service rendu ;

4° les subventions de l'Etat et des communes ;

5° les produits des dons ou legs.

Copie de ce budget et des comptes du syndicat sera adressée chaque année aux conseils communaux des communes syndiquées.

Les conseillers communaux de ces communes pourront prendre communication des procès-verbaux des délibérations du comité et de la commission de surveillance.

Art. 10. Le syndicat peut organiser des services intercommunaux autres que ceux prévus à l'arrêté d'institution, lorsque les conseils communaux des communes associées se sont mis d'accord pour ajouter ces services aux objets de l'association primitive.

L'extension des attributions du syndicat doit être autorisée par arrêté rendu dans la même forme que l'arrêté d'institution.

Art. 11. Le syndicat est formé soit à perpétuité, soit pour une durée déterminée par l'arrêté d'institution.

vertheile, einerseits in den Wohnungen selbst, andererseits im Spital oder Hospiz.

Art. 9. Das Budget des Syndikates bestreitet die Errichtungs- und Unterhaltskosten der Anstalten oder Dienste, zwecks welcher das Syndikat gegründet ist.

Die Einnahmen dieses Budgets begreifen :

1. den Beitrag der vereinigten Gemeinden. Dieser Beitrag ist obligatorisch für die beteiligten Gemeinden während der Dauer des Verbandes und in den Grenzen der Erfordernisse des gemeinsamen Dienstes, so wie diese Grenzen durch die Erklärungsberatungen der Gemeinderäthe festgelegt sind ;

2. das Einkommen aus dem Mobilien- und Immobilienvermögen des Verbandes ;

3. die von den öffentlichen Verwaltungen, Genossenschaften und Privaten als Entgelt für geleistete Dienste empfangenen Summen ;

4. die Subsidien des Staates und der Gemeinden ;

5. die Erträge der Schenkungen und Vermächtnisse.

Abschriften dieses Budgets und der Syndikatsrechnungen werden jedes Jahr den Gemeinderäthen der syndikierten Gemeinden zugestellt.

Die Gemeinderäthe dieser Gemeinden können von den Protokollen der Beratungen des Ausschusses und der Aufsichtskommission Einsicht nehmen.

Art. 10. Das Syndikat kann noch andere interkommunalen Dienste als diejenigen, welche im Errichtungsbefehl vorgesehen sind, organisiren, wenn die Gemeinderäthe der syndikierten Gemeinden hierüber einverstanden sind.

Die Erweiterung der Befugnisse des Syndikates muß durch einen Befehl ermächtigt werden, welcher in derselben Form wie der Errichtungsbefehl erlassen wird.

Art. 11. Das Syndikat wird entweder für immer oder für eine durch den Errichtungsbefehl bestimmte Zeit gegründet.

Il est dissous, soit de plein droit par l'expiration du temps pour lequel il a été formé ou par la consommation de l'opération qu'il avait pour objet, soit par le consentement de tous les conseils communaux intéressés. Il peut être dissous, soit par arrêté grand-ducal, sur la demande motivée de la majorité des dits conseils, soit d'office, par un arrêté grand-ducal rendu sur l'avis conforme du Conseil d'État.

Le décret de dissolution détermine, sous la réserve des droits des tiers, les conditions dans lesquelles s'opère la liquidation du syndicat.

Mandons et ordonnons que la présente loi soit insérée au *Mémorial*, pour être exécutée et observée par tous ceux que la chose concerne.

Luxembourg, le 14 février 1900.

*Le Directeur général
de l'intérieur,
H. KIRPACH.*

ADOLPHE.

Avis. — Justice.

La Commission instituée par l'art. 4 de l'arrêté grand-ducal du 13 août 1890 se réunira au palais de justice à Luxembourg, salle de la Cour d'assises, le mardi, 20 mars prochain, à huit heures et demie du matin, pour procéder à l'examen des candidats pour les fonctions d'employé provisoire aux parquets.

Les demandes d'admission sont à adresser à M. Vetter, avocat-général, avant le 17 du même mois.

Luxembourg, le 20 février 1900.

*Le Ministre d'État, Président
du Gouvernement,
EYSCHEN.*

Avis. — Administration des travaux publics.

Par arrêté grand-ducal du 14 février courant, démission honorable de ses fonctions de conducteur de 1^{re} classe des travaux publics est accordée, à partir du 28 de ce mois, à M. Michel

Das Syndikat ist aufgelöst, sei es von Rechts wegen, durch Ablauf der Zeitdauer, für welche es errichtet worden, oder durch Vollführung des angestrebten Werkes, sei es infolge der Zustimmung aller beteiligten Gemeinderäthe. Das Syndikat kann aufgelöst werden, entweder durch Großh. Beschluß, auf den begründeten Antrag der Mehrheit der betreffenden Gemeinderäthe, oder von Amtswegen, durch einen auf zustimmendes Gutachten des Staatsrathes erlassenen Großh. Beschluß.

Der Auflösungserlaß bestimmt, vorbehaltlich der Rechte Dritter, die Bedingungen, unter welchen per Rechnungsabluß des Syndikates zu erfolgen hat.

Befehlen und verordnen, daß dieses Gesetz in's „Mémorial“ eingerückt werde, um von Allen, die es betrifft, ausgeführt und befolgt zu werden.

Luxemburg, den 14. Februar 1900.

*Der General-Director
des Innern,
H. Kirpach.*

ADOLPH.

Bekanntmachung. — Justiz.

Die durch Art. 4 des Großh. Beschlusses vom 13. August 1890 eingesetzte Commission wird am Dienstag, 20. März k., um halb neun Uhr Morgens, im Justizpalast zu Luxemburg, Sitzungssaal des Assisenhofes, zusammentreten, behufs Prüfung der Candidaten für die Funktionen von provisorischen Commis bei den Staatsanwaltschaften.

Die Aufnahmegesuche sind vor dem 17. desselben Monats an Hrn. Vetter, Generaladvocat, einzusenden.

Luxemburg, den 20. Februar 1900.

*Der Staatsminister, Präsident
der Regierung,
Eyschen.*

Bekanntmachung. — Bauverwaltung.

Durch Großh. Beschluß vom 14. Februar d. J. ist Hrn. Michel Don delinger von Echternach vom 28. I. d. Mts. ab ehrenvolle Entlassung als Bauconductor 1. Classe bewilligt und ist dem-

Doudelelinger d'Echternach et il lui à été conféré le titre de conducteur honoraire de la même administration.

Luxembourg, le 23 février 1900.

Le Directeur général des travaux publics,
Ch. RISCHARD.

Avis. — Administration des travaux publics.

Par arrêté grand-ducal du 14 février courant, ont été nommés dans l'administration des travaux publics : conducteur de 1^{re} classe : M. V. *Hennes*, conducteur de 2^e classe à Mersch; conducteur de 2^e classe : M. Jean *Ries*, conducteur de 3^e classe à Luxembourg.

Luxembourg, le 23 février 1900.

Le Directeur général des travaux publics,
Ch. RISCHARD.

Avis. — Administration des travaux publics.

A partir du 1^{er} mars 1900, M. J.-B. *Bettinger*, conducteur des travaux publics à Wiltz, est chargé du service du canton d'Echternach, avec résidence à Echternach; M. N.-V. *Colbert*, conducteur des travaux publics à Luxembourg, est chargé du service du canton de Wiltz, avec résidence à Wiltz.

Luxembourg, le 23 février 1900.

Le Directeur général des travaux publics,
Ch. RISCHARD.

Avis. — Administration des postes.

A partir de ce jour les heures d'ouverture du bureau des postes de Dudelange sont fixées comme suit :

- 1^o Pendant les jours de la semaine :
pour le service postal de 7 heures du matin à midi, et de 2 à 7 heures de l'après-midi ;
pour les services télégraphique et téléphonique, de 7 heures du matin à 9 heures du soir.
- 2^o Pendant les dimanches et jours fériés :
pour tous les services de 8 à 10 heures du matin et de 5 à 6 heures du soir.

Luxembourg, le 18 février 1900.

Le Directeur général des finances,
M. MONGENAST.

selben der Titel eines Ehren Bauconducteurs verliehen worden.

Luxemburg, den 23. Februar 1900.

Der General-Director der öffentlichen Bauten,
K. Rischard.

Bekanntmachung. — Bauverwaltung.

Durch Großh. Beschluß vom 14. Februar d. J. sind in der Bauverwaltung ernannt worden: zum Conduc-teur 1. Classe: Hr. Valentin Hennes, Conduc-teur 2. Classe zu Mersch; zum Conduc-teur 2. Classe: Hr. Johann Ries, Conduc-teur 3. Classe zu Luxemburg.

Luxemburg, den 23. Februar 1900.

Der General-Director der öffentlichen Arbeiten,
K. Rischard.

Bekanntmachung. — Bauverwaltung.

Vom 1. März 1900 ab ist Hr. J. B. Bettinger, Bauconduc-teur zu Wiltz, in derselben Eigen-schaft nach dem Canton Echternach, mit dem Wohnsitz Echternach, und Hr. N. V. Colbert, Bauconduc-teur zu Luxemburg, ist in derselben Eigen-schaft nach dem Canton Wiltz, mit dem Wohnsitz Wiltz, versetzt worden.

Luxemburg, den 23. Februar 1900.

Der General-Director der öffentlichen Arbeiten,
K. Rischard.

Bekanntmachung. — Postverwaltung.

Von heute ab sind die Dienststunden des Post-amtes in Düdelingen festgesetzt, wie folgt:

- 1^o An den Wochentagen :
für den Postdienst von 7 Uhr Morgens bis Mittag, und von 2 bis 7 Uhr Nachmittags ;
für den Telegraphen- und den Telephondienst von 7 Uhr Morgens bis 9 Uhr Abends.
- 2^o An den Sonn- und Feiertagen :
für alle Dienstzweige von 8 bis 10 Uhr Morgens und von 5 bis 6 Uhr Abends.

Luxemburg, den 18. Februar 1900.

Der General-Director der Finanzen,
M. Mongenast.